

# LA PRINCIPALE ASSOCIATION DE RETRAITÉS VEUT PROMOUVOIR UN RÉGIME UNIVERSEL PAR POINTS COMME EN SUÈDE



Selon Pierre Erbs, président de la Confédération française des retraités, qui compte 1,5 million d'adhérents, seul ce régime universel peut éviter que notre système de retraites par répartition ne périclíte.

**Capital.fr :** Les syndicats de salariés avaient appelé les retraités à manifester, jeudi 9 juin dans toute la France, pour défendre leur pouvoir d'achat. Mais la Confédération française des retraités (CFR), que vous présidez, n'a pas souhaité y participer. Pourquoi ?

**Pierre Erbs :** Tout simplement parce qu'on ne nous a pas invité. Malgré nos 1,5 millions d'adhérents, les syndicats nous oublient souvent ou, s'ils nous invitent, c'est pour servir de supplétifs. De toutes façons, nous ne nous serions pas joints à ces mouvements, car nos adhérents sont représentatifs de toutes les opinions de la population française. Beaucoup ne se seraient donc pas reconnus dans les mots d'ordres syndicaux, qui étaient souvent démagogiques. Il reste que ces manifestations sont révélatrices d'un malaise chez les retraités.

**Capital.fr :** A propos de leur pouvoir d'achat...

**Pierre Erbs :** Oui, les retraités sont loin d'être des nantis, qui mèneraient une vie de nababs entre croisières de luxe et villas sur la côte...

**Capital.fr :** Qui défend cette vision ?

**Pierre Erbs :** France 2. En tout cas, c'est comme cela que François Lenglet nous a caricaturés dans son émission «L'angle éco» du 31 mai dernier. La vérité, c'est que la retraite moyenne du secteur privé est de 1.216 euros net par mois, que plus de la moitié des retraités du privé (54 %) touche moins que le

Smic, et que les veuves ne pourraient pas vivre sans réclamer le minimum vieillesse (800 euros). Année après année, les pensions du privé représentent une part toujours plus faible du dernier revenu d'activité. Enfin, l'accord Agirc-Arrco d'octobre 2015 a programmé une baisse de 1% de notre pouvoir d'achat pendant trois ans, alors qu'il venait d'être gelé au cours des deux précédentes

**Capital.fr :** Comment faire pour améliorer notre système de retraite ?

**Pierre Erbs :** Ce qu'il faut faire, c'est plus qu'améliorer le système, c'est le refonder. Nous sommes favorables à un régime unique universel par points pour remplacer la multitude coûteuse et inégalitaire de régimes qui prévaut aujourd'hui. Ce régime universel supposerait les mêmes cotisations et les mêmes avantages que l'on soit salarié ou non-salarié, que l'on appartienne au secteur privé ou à la fonction publique et même que l'on travaille pour pour la SNCF, EDF, la RATP et les autres bénéficiaires d'un régime spécial. Nous réclamons l'égalité des Français devant la retraite. Notre confédération va d'ailleurs organiser un colloque sur le régime universel par points, qui se tiendra en novembre ou décembre prochain

**Capital.fr :** C'est le régime qui existe déjà en Suède...

**Pierre Erbs :** Effectivement, la Suède s'est engagée il y a une dizaine d'années dans cette réforme en profondeur. Le nouveau régime unique fonctionne, il est plus égalitaire et donne satisfaction aux Suédois. Plus récemment, l'Italie de Matteo Renzi s'est elle aussi engagée dans cette voie.

**Capital.fr :** Qui, avec la CFR, soutient cette refonte ?

**Pierre Erbs :** D'abord l'OCDE et le Conseil d'orientation des retraites, l'organisme paritaire chargé depuis l'an 2000 de conseiller le Premier ministre. Tous deux estiment que c'était là une solution réalisable et souhaitable. Et puis une partie de la classe politique et des syndicats commence à s'y intéresser, comme Alain Juppé à droite et certains écologistes à gauche, sans oublier bien sûr une grande partie de la CFDT.

*Propos recueillis par Etienne Gingembre*

**La rédaction vous suggère aussi**



**Recevez nos newsletters**